



TNS Sofres



Commission nationale
du **débat public**

Vous donner la parole
et la faire entendre.

Le citoyen et la décision publique

Synthèse de l'enquête TNS Sofres
pour la CNDP

| Fiche technique de l'enquête

Volet quantitatif



| Echantillon de 1 200 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



| Méthode des quotas (sexe, âge, CSP) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

| Enquête réalisée en ligne.



| Le terrain s'est déroulé du 22 au 28 mai 2014.

Volet qualitatif

Auprès du grand public :

- | 4 « triades » (réunions de 3 personnes), d'une durée de 2h30 chacune, auprès de Français ayant ou non participé à des dispositifs de concertation. A Rouen et à Lyon les 13 et 14 mai 2014
- | 1 atelier-citoyen de 15 personnes d'une durée de 3 heures. A Paris le 20 mai 2014

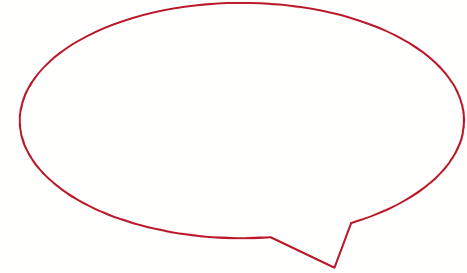
Auprès de leaders d'opinion

- | 25 entretiens semi-directifs auprès de journalistes, élus, fonctionnaires, responsables associatifs et acteurs syndicaux et socio-économiques.
- | Entre le 5 et le 20 mai 2014.

| Principaux enseignements

- | Les Français expriment une forte demande de participation : ils attendent d'être plus souvent consultés, écoutés et pris en compte, et à ce, à tous les niveaux de décision.
- | Ce souhait est d'autant plus fort que les Français portent un jugement sévère sur le fonctionnement actuel de la démocratie et se montrent méfiants à l'égard des institutions et du personnel politiques.
- | A ce titre, ils sont donc en attente de garanties d'indépendance et de neutralité, prérequis indispensable à leur participation.
- | Plus largement s'exprime le souhait d'un renouvellement des formes de la participation et d'accompagnement : par de la pédagogie et de l'information sur les modalités de concertation mais aussi en rassurant les citoyens sur le fait que leur participation aura un impact sur la décision publique.
- | Autant d'éléments qui passent aux yeux des Français par une meilleure sensibilisation des décideurs à l'écoute et au dialogue avec les citoyens afin de combler le fossé qui s'est creusé entre eux.

1. Une forte demande de participation de la part de l'ensemble de la population

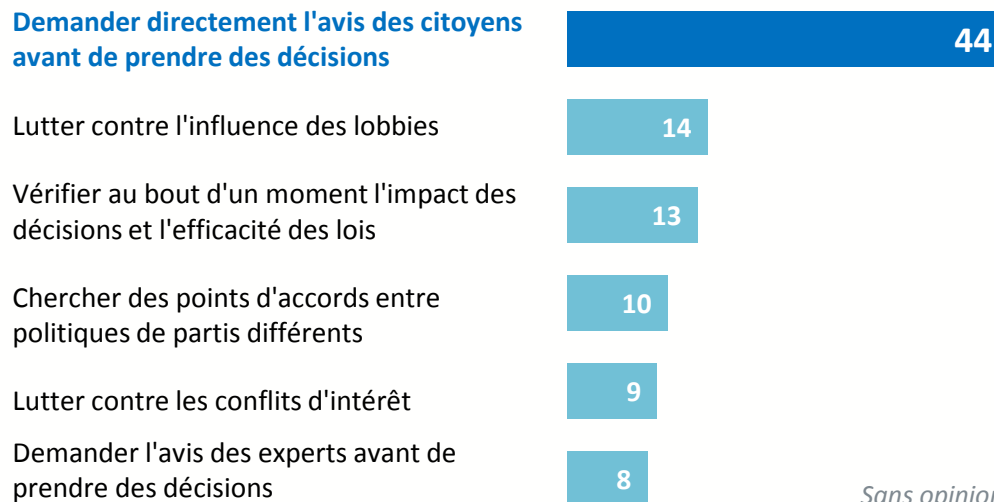


Solliciter directement l'avis des citoyens : la principale solution perçue pour améliorer le fonctionnement démocratique

- | Les Français interrogés expriment **une forte demande d'écoute et de prise en compte de leur voix** dans les processus décisionnels.
- | Près de la moitié des personnes interrogées (44%) estime ainsi que demander directement l'avis des citoyens avant de prendre des décisions serait LA

meilleure solution pour améliorer le fonctionnement de notre démocratie. Les autres pistes proposées (lutte contre l'influence des lobbies, contre les conflits d'intérêts...) arrivent loin derrière ce qui apparaît aux Français comme un indispensable prérequis.

D'une manière générale, quels sont les moyens qui permettraient le plus d'améliorer le fonctionnement de la démocratie ? **Réponse citée en premier**

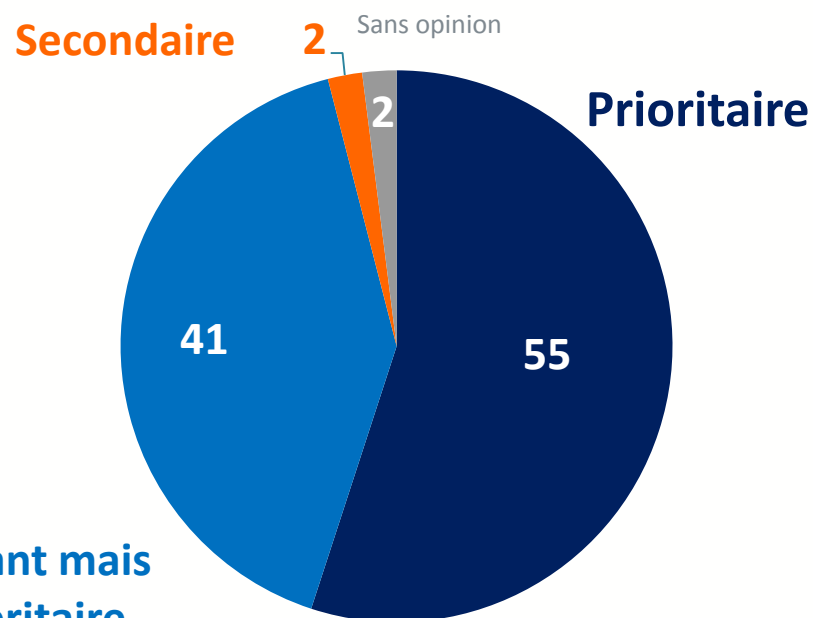


Sans opinion : 2%

- | Cet appel à être d'avantage consulté s'exprime dans toutes les catégories de la population, mais est particulièrement présent chez les plus modestes (49% des employés et ouvriers).

Prendre davantage en compte l'avis des citoyens dans la prise de décisions : une nécessité

A l'avenir faut-il que les pouvoirs publics tiennent davantage compte de l'avis des citoyens avant de prendre des décisions ? Est-ce pour vous :



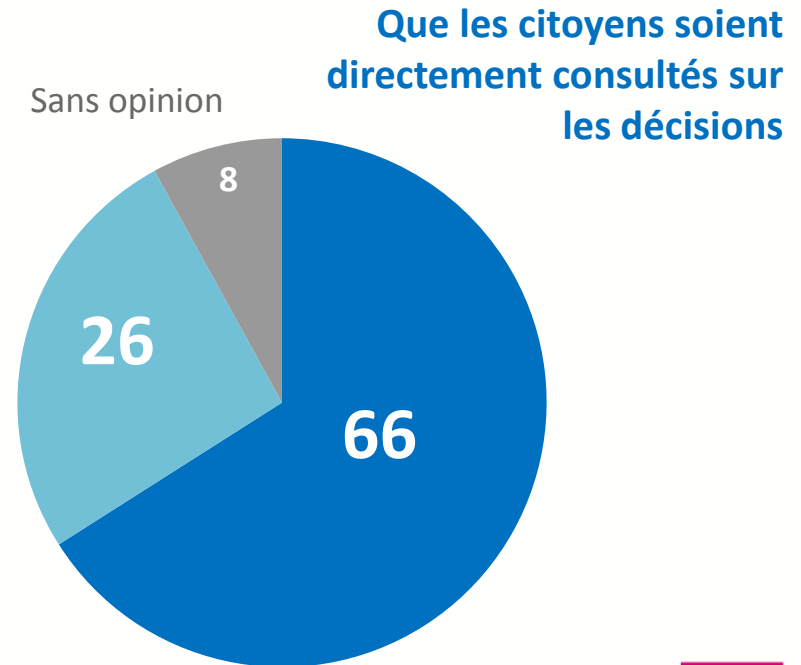
- | Dès lors, pour la quasi-totalité des Français, **les pouvoirs publics doivent davantage consulter et tenir compte de l'avis des citoyens** : pour 55% d'entre eux, il s'agit même d'une priorité.
- | L'attente est particulièrement forte chez les moins diplômés qui ont davantage que les autres le sentiment de ne pas être pris en considération dans l'élaboration des décisions publiques.

Un souhait très largement majoritaire d'être directement consulté

Parce qu'ils ne sentent pas nécessairement bien représentés par les corps intermédiaires, les deux-tiers des Français sont avant **tout en attente d'une consultation *directe* des citoyens**. Un quart privilégie en revanche la consultation d'organismes représentatifs pour améliorer la prise de décision en France – une proportion plus élevée chez les plus jeunes et les cadres.

Que les décisions soient
soumises à l'avis d'organismes
représentant les différents
acteurs (*associations, syndicats,
patronat,...*)

Pour améliorer la manière dont on prend des décisions dans notre pays, quelle solution vous semble préférable ?

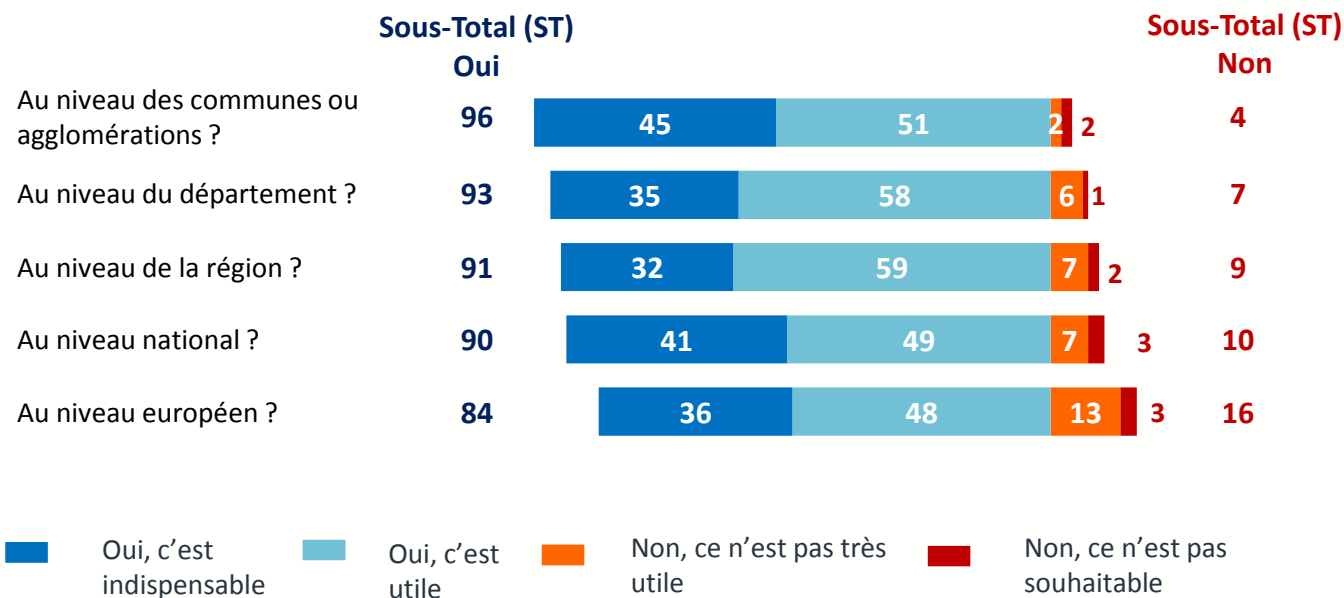


Un développement de la participation des citoyens attendu à tous les niveaux

Les Français attendent d'être davantage consultés à tous les niveaux de décision. Quel que soit l'échelon retenu, plus de 8 Français sur 10 jugent utile sinon indispensable que l'on développe les modes d'information et d'expression directe des citoyens.

Cette demande est particulièrement forte au niveau (inter-)communal – le plus proche de leurs préoccupations quotidiennes –, mais s'exprime également très largement au niveau national et même européen.

Souhaitez-vous que l'on développe les modes d'information et d'expression directe des citoyens dans la préparation des décisions...



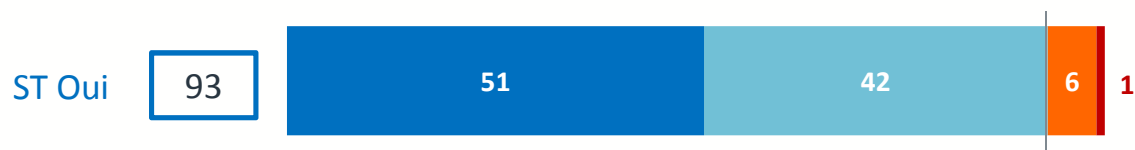
A ce titre, ceux qui ont expérimenté des formes de participation ou de concertation les plébiscitent

- Ce souhait de participation s'appuie pour une large part sur **des expériences positives en la matière**. Ainsi la quasi-totalité de ceux qui ont récemment participé à une forme de concertation (1 Français sur 5 a pris part depuis deux ans à une réunion publique, un débat public ou une conférence de citoyens), serait prête à le refaire et le recommanderait à un ami. Ces niveaux de recommandation très élevés prouvent à nouveau cette forte appétence des Français pour la participation aux décisions qui les concernent.

A propos de votre participation à une réunion publique d'information / un débat public ou une conférence de citoyens, est-ce que **vous seriez prêt à le refaire** ?



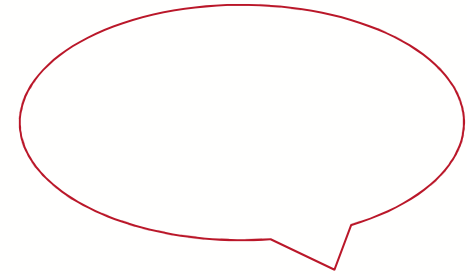
Et **recommanderiez-vous** à un ami d'y participer ?



■ Certainement
 ■ Probablement
 ■ Probablement pas
 ■ Certainement pas

- Questions posées à ceux qui ont participé à une réunion publique d'information, un débat public ou une conférence de citoyens au cours des deux dernières années (20% de l'échantillon) -

2. Une demande de participation d'autant plus forte que le modèle politique apparaît en crise

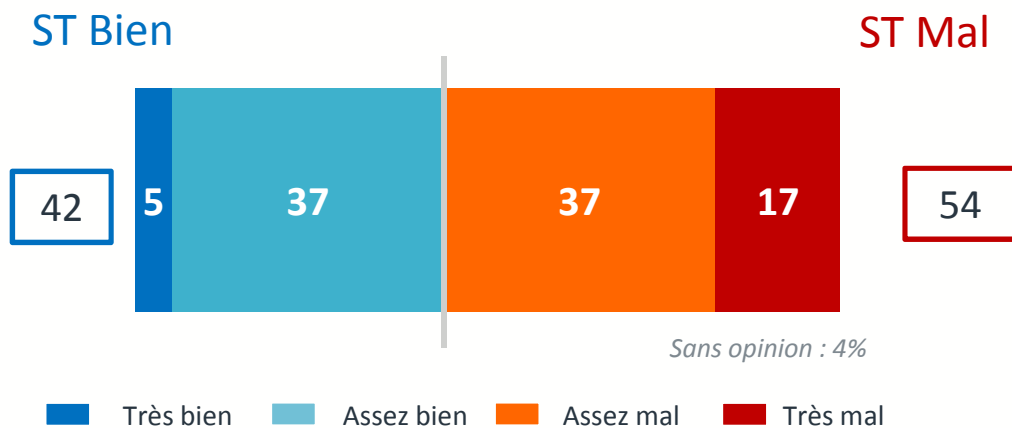


Les Français portent un regard très sévère sur le fonctionnement actuel de la démocratie...

La demande de participation s'exprime d'autant plus fortement que **les Français portent un regard sévère sur le modèle politique actuel** : ils sont 54% à juger qu'à l'heure actuelle la démocratie fonctionne mal dans le pays.

Cette vision critique **n'épargne aucune catégorie de la population**, même si elle est davantage partagée par les plus modestes, les moins diplômés et ceux qui vivent à l'écart des grands centres urbains.

Diriez-vous que la démocratie en France fonctionne ...



Cette perception se nourrit entre autres choses du sentiment, très présent dans les discours, **du décalage de plus en plus important entre d'une part les citoyens, le « peuple » et d'autre part les décideurs, l'élite**, qu'elle soit économique, administrative ou politique. Les Français ont le sentiment que le fossé entre ces deux univers n'a cessé de se creuser entraînant **une incompréhension mutuelle**, d'où une difficulté pour eux d'appréhender et de consentir à des décisions publiques qui seraient prises « sans eux ».

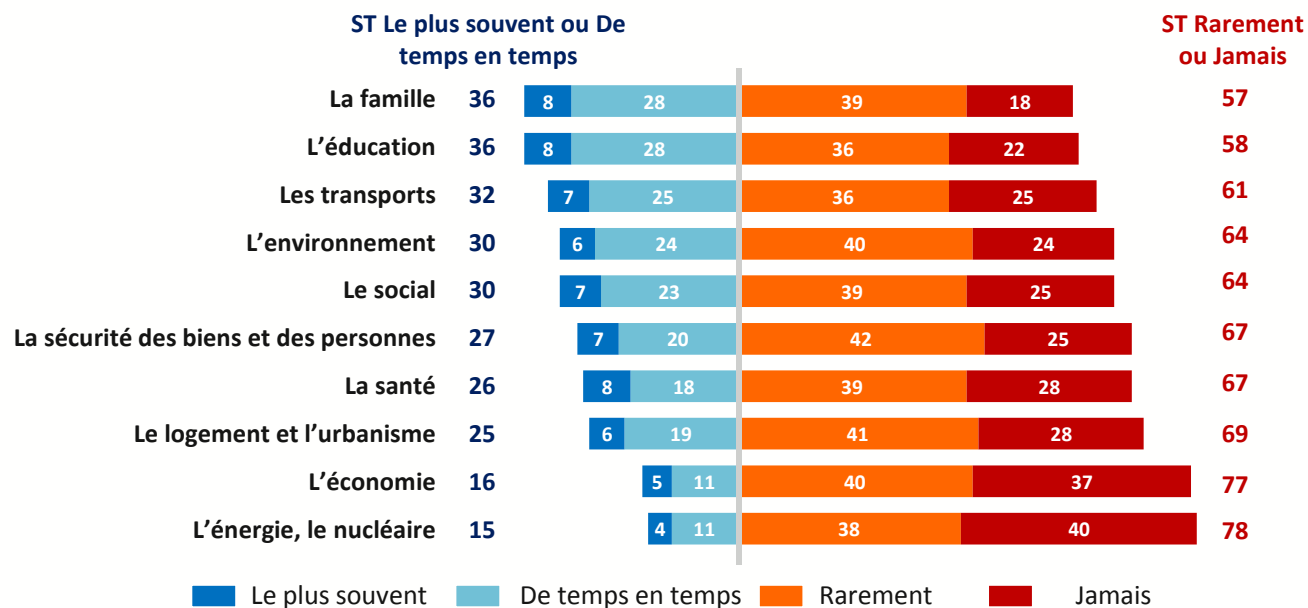
...et ont le sentiment de ne pouvoir faire entendre leur voix sur la plupart des sujets

Le constat d'un manque de prise en considération du citoyen est partagé quel que soit le domaine concerné : si l'éducation et la famille sont les deux sujets où les Français ont le sentiment de pouvoir le plus se faire entendre dans le processus de décision publique, seuls 36% d'entre eux pensent que c'est le cas

au moins de temps en temps.

Et sur un sujet comme l'énergie ou le nucléaire – certes technique mais dont les Français ont conscience qu'il engage leur avenir –, seuls 15% ont le sentiment de pouvoir faire entendre leur voix.

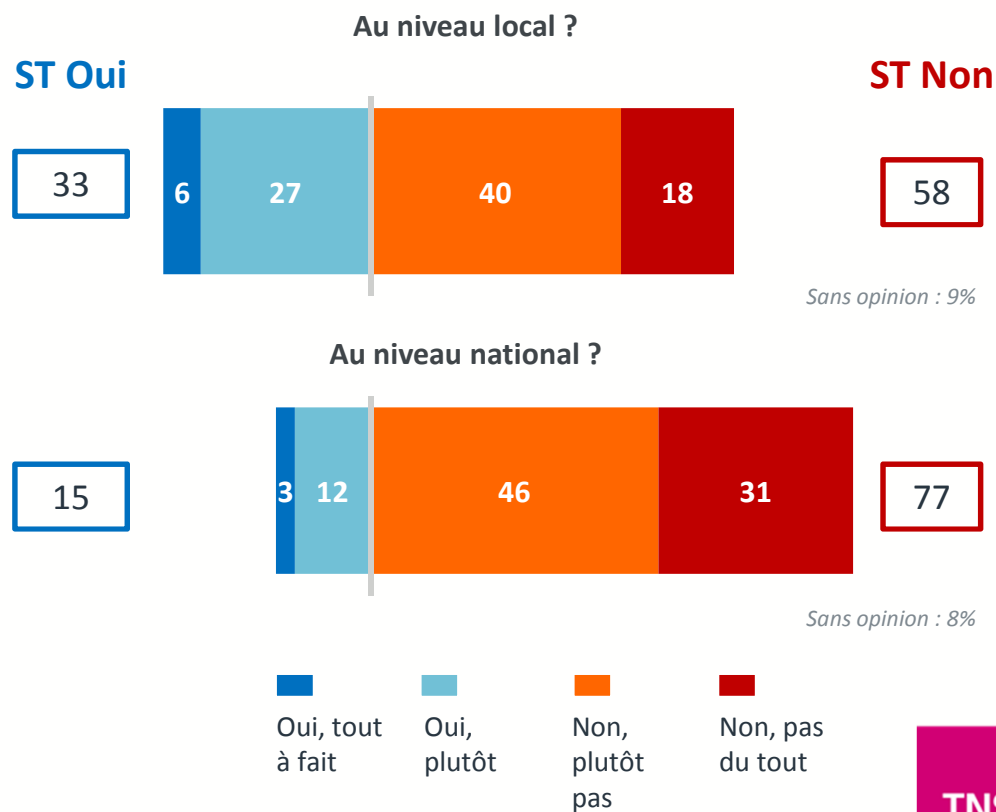
Et les citoyens peuvent-ils faire entendre leur point de vue dans le processus de décision publique dans les domaines suivants?



Les trois-quarts des Français ne perçoivent pas de plus grande prise en compte de leur voix au niveau national

Par rapport à il y a une dizaine d'années, pensez-vous que les pouvoirs publics tiennent **davantage compte** de l'avis des citoyens avant de prendre des décisions ...

- Une très large majorité des Français n'a d'ailleurs **pas le sentiment que les pouvoirs publics aient fait des efforts récemment** pour davantage prendre en compte leur avis.
- C'est surtout le cas s'agissant de l'échelon national où seuls 15% des Français pensent que les décideurs prennent davantage compte de l'avis des citoyens qu'il y a une dizaine d'années.
- Les avis sont toutefois un peu plus positifs concernant le niveau local, où un tiers des Français note une amélioration au cours des dernières années.



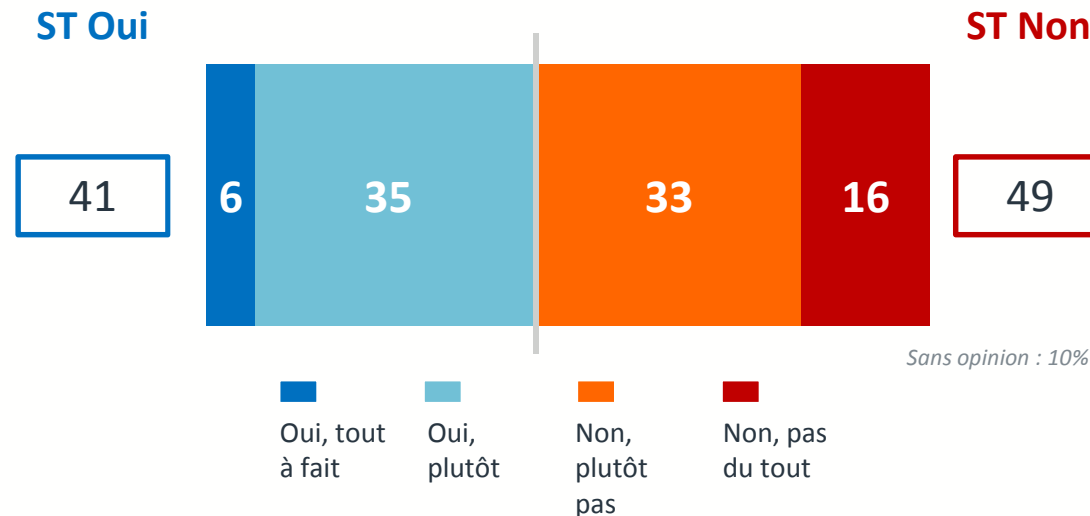
A ce titre les Français se montrent partagés concernant l'impact d'Internet sur la participation des citoyens

Les Français se montrent **partagés quant aux possibilités qu'offrirait Internet** en la matière : si 41% pensent que le développement d'Internet et des réseaux sociaux a permis aux citoyens de participer davantage à la décision publique, 49% sont d'un avis opposé. A cet égard, on observe un réel clivage entre d'une part les jeunes et les catégories sociales supérieures, majoritairement positifs, et d'autre part

les plus âgés et les plus modestes qui n'y voient pas un levier évident pour se faire entendre.

Si chacun s'accorde en effet à estimer qu'Internet et les réseaux sociaux permettent de s'informer et de s'exprimer davantage et d'être plus facilement sensibilisés, ils ne garantissent en aucune manière une plus grande prise en compte par les décideurs.

Selon vous, le développement d'Internet et des réseaux sociaux a-t-il permis aux citoyens de participer davantage à la décision publique ?



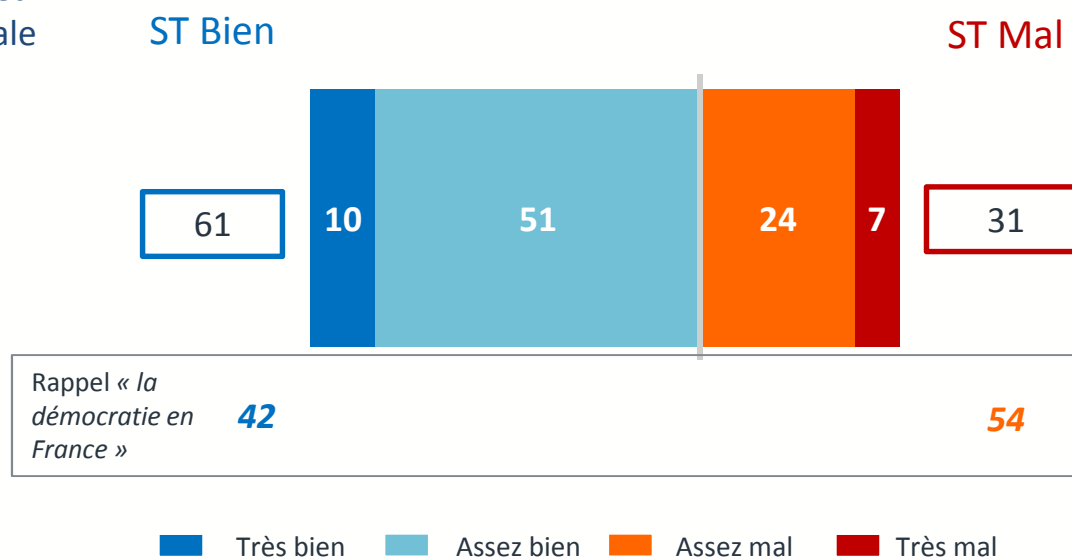
« Avec Internet et les réseaux sociaux, ce n'est pas parce qu'on va s'exprimer davantage que l'avis du citoyen sera pris en compte. Il n'y a pas d'automatisme. La parole du citoyen n'est pas davantage entendue qu'avant et pourtant les canaux qui permettent cette expression existent. »
(CSP+, Lyon)

Une démocratie locale perçue comme davantage porteuse de dynamisme

- Le tableau n'est cependant pas uniformément sombre : **les Français identifient en effet au niveau local des espaces potentiels d'expression et de participation.**
- Une majorité d'entre eux (61%) juge en effet que – là où ils habitent – la démocratie locale fonctionne bien, un constat partagé aussi bien par les cadres que les ouvriers.

*« En tant que citoyen, à notre échelle, on peut être actif à une échelle locale : notre voix existe mais sur une surface très limitée. Elle va être plus entendue dans les petits villages où les décisions locales sont prises. A l'échelle nationale, ça paraît plus difficile »
(CSP-, Lyon)*

Et là où vous habitez diriez vous que **la démocratie locale** fonctionne ...

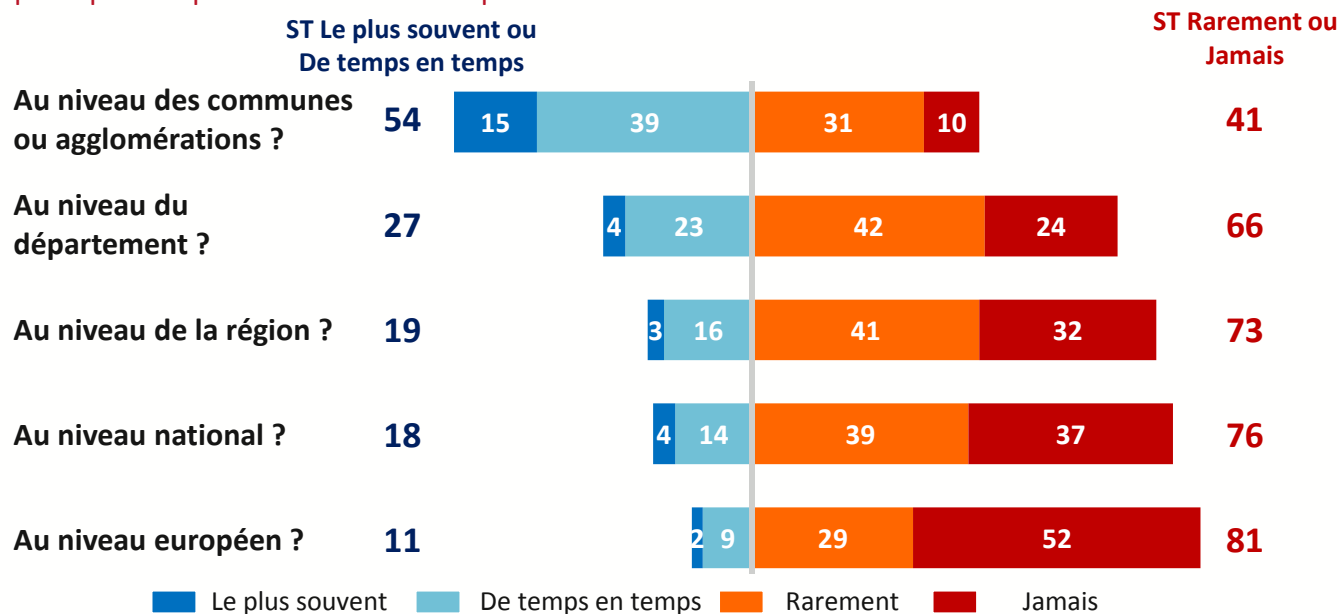


Au niveau local toutefois, des possibilités pour le citoyen de se faire entendre et d'être actif

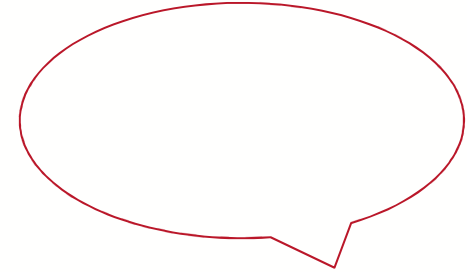
Les Français identifient en effet le niveau local comme **un espace où ils peuvent plus facilement participer** : une majorité (54%) estime que les citoyens peuvent faire entendre leur voix au moins de temps dans les décisions quand celles-ci sont prises au niveau des communes ou des agglomérations (contre 18% au niveau national et 11% au niveau européen).

La démocratie locale semble toutefois **se vivre essentiellement à l'échelle (inter-)communale** : seule une minorité a en effet le sentiment de pouvoir se faire entendre au niveau départemental (27%) ou régional (19%).

Aujourd'hui, les citoyens peuvent-ils faire entendre leur point de vue dans le processus de décision publique lorsque ces décisions sont prises :

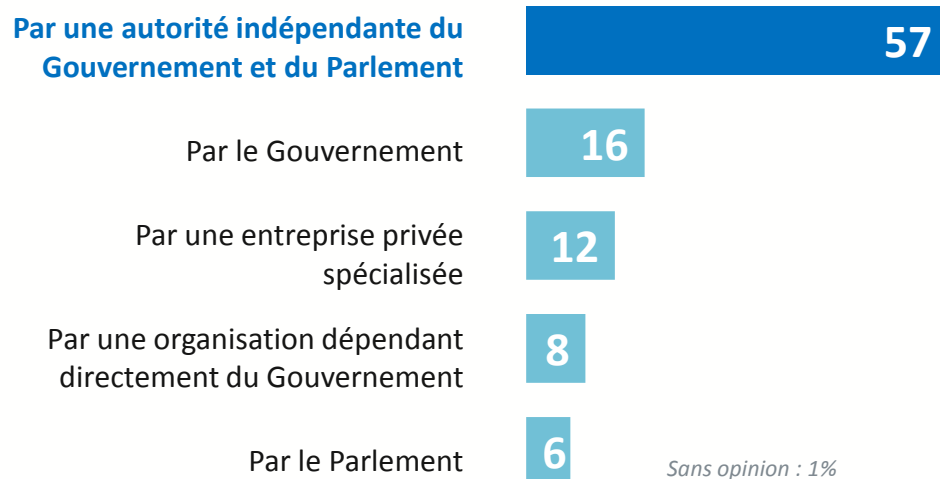


3. L'attente de garanties d'indépendance pour assurer la bonne participation des citoyens



Une autorité indépendante du politique : la solution privilégiée pour organiser la concertation...

Lorsqu'un débat public est lancé en France, pensez-vous préférable qu'il soit organisé ? **Réponse citée en premier**



- | Méfiants à l'égard des institutions et des responsables politiques, les Français sont **en attente de garanties en termes de neutralité pour participer aux décisions publiques.**
- | Ainsi dans l'organisation des débats publics les institutions politiques ou dépendant du politique ne sont privilégiées que par une minorité de répondants : 57% souhaitent en revanche que ce soit une autorité indépendante du Gouvernement et du Parlement qui en soit responsable.

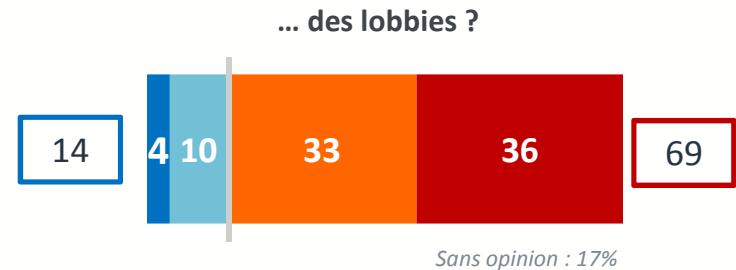
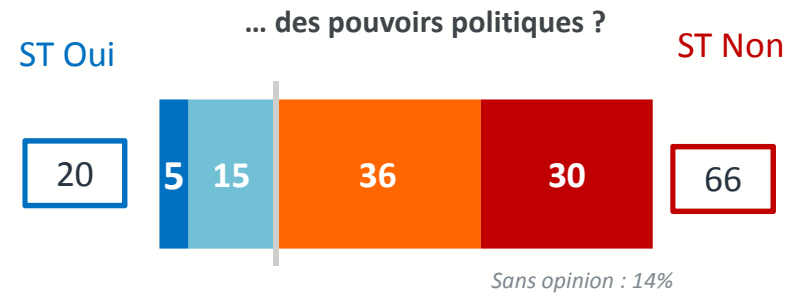
...dans un contexte de méfiance à l'égard des institutions et de doutes sur l'indépendance des experts

- | Cette méfiance n'épargne pas non plus les experts : moins d'un Français sur cinq les juge indépendants des pouvoirs politiques ou des lobbies.
- | Toutefois, ils n'apparaissent pas comme illégitimes dans la prise de décisions : leur rôle et leurs compétences sont reconnus. Si un quart des Français pense que les experts ont une influence trop importante dans le processus de décision publique, 45% pensent au contraire qu'elle n'est pas assez importante.



Mais seuls **28%** pensent que **les experts ont une influence trop importante** dans l'élaboration des décisions publiques

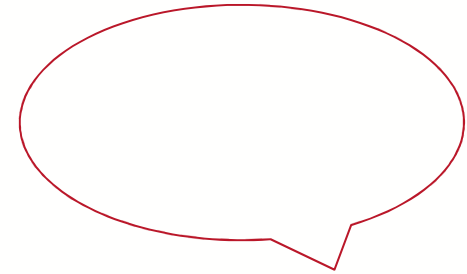
Pensez-vous qu'en France les experts sont indépendants ...



■ Oui, tout à fait
 ■ Oui, plutôt
 ■ Non, plutôt pas
 ■ Non, pas du tout



4. Des attentes de renouvellement et d'accompagnement dans cette participation

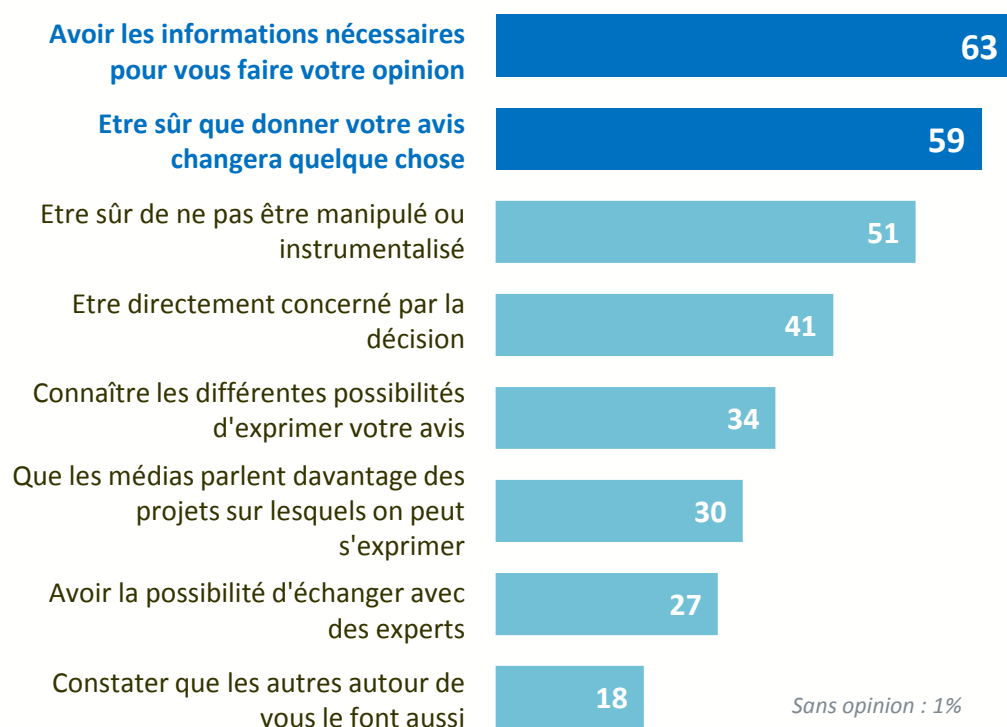


Des Français qui expriment des attentes
nombreuses et diverses pour participer



Conscients des limites et contraintes à la participation, les citoyens sont en attente d'information et d'efficacité

Dans la liste suivante, qu'est-ce qui pourrait vous inciter à faire entendre votre point de vue avant qu'une décision publique ne soit prise ?



Sans opinion : 1%

- Les Français sont conscients des contraintes propres à la décision publique et du fait qu'ils ne sont pas toujours compétents ou suffisamment formés pour émettre des avis « éclairés ». La première incitation à la participation qu'ils évoquent (63%) est donc **l'information, préalable indispensable à une participation utile et légitime.**
- Deuxième incitation : avoir la certitude que **donner son avis changera quelque chose à la décision finale** (citée par 59%).

« Les gens ont envie de s'impliquer, mais ils ne savent pas vraiment comme faire. Ça paraît compliqué, complexe. Il y a un manque de moyens, de communication, de méthode, mais il y a l'envie et je trouve ça très positif. » (CSP+, Lyon)

Un besoin d'être rassuré sur l'impact réel de sa participation sur les décisions prises...

Et quels sont selon vous **les trois principaux reproches** que l'on peut adresser aux débats publics ?



- | On touche en effet là à **une des principales critiques que les Français adressent aux débats publics et plus largement aux dispositifs d'écoute et de participation** (comme les conseils de quartier) : tout serait déjà décidé en amont et la démarche de participation ne serait, au mieux selon eux, qu'un moyen d'informer la population et, au pire, une stratégie de communication. A ce titre, certains leaders d'opinion interrogés soulignent et regrettent la réticence de certains maîtres d'ouvrage à amender leurs projets en fonction des attentes des citoyens.
- | Le caractère trop technique de ces dispositifs d'information et de concertation apparaît également comme un obstacle potentiel pour de nombreux Français (notamment chez les moins diplômés).

...d'autant que de réels avantages à la concertation sont perçus : informer mais aussi faire mieux accepter les décisions

Quels sont selon vous **les principaux avantages** des débats publics lorsqu'ils sont organisés ?

- | Dans un monde perçu comme toujours plus complexe, où les tenants et les aboutissants de l'action publique sont souvent peu compris, **les dispositifs de concertation auraient au moins pour mérite selon les Français d'informer les citoyens**. C'est en effet le principal avantage qui leur est reconnu (par 79%)
- | Mais les débats publics, soulignent-ils, sont aussi un moyen de rendre plus légitimes et transparentes les décisions (pour 58%) et donc de **les faire mieux accepter**.
- | L'information et la pédagogie apparaissent ainsi aux yeux des Français comme des bénéfices fortement liés aux démarches de participation citoyenne.

Informer les citoyens **79%**

Rendre les décisions plus légitimes et transparentes **58%**

Faire évoluer les projets **45%**

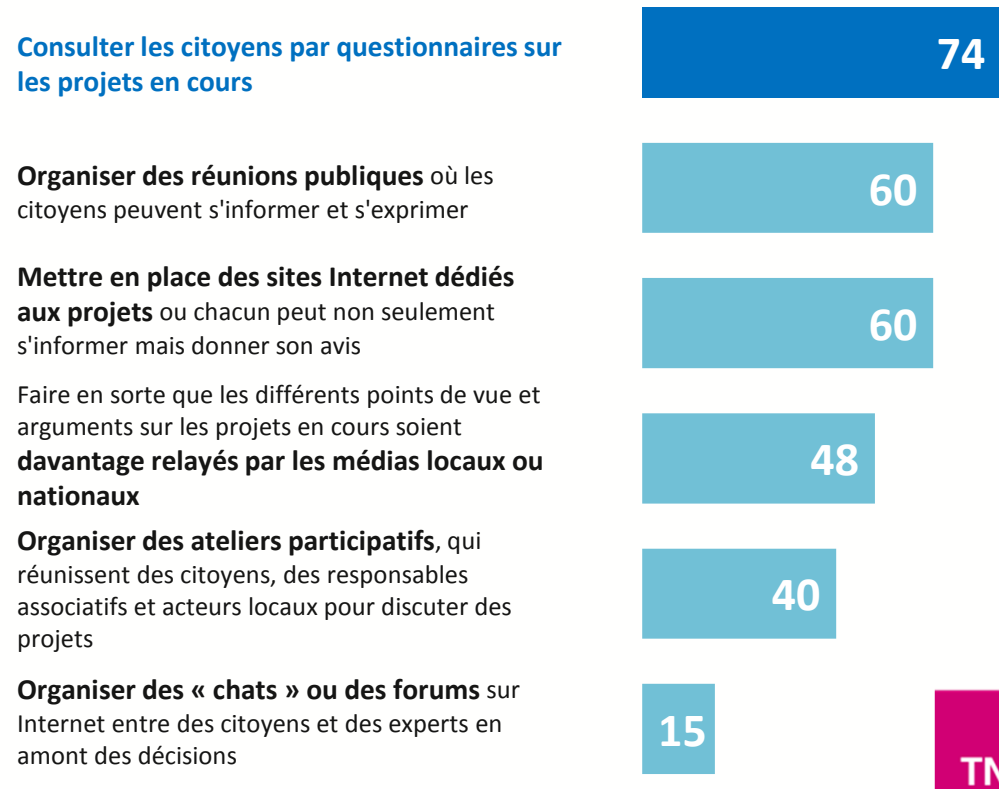
Eclairer les décisions **41%**

Connaître l'avis des citoyens **40%**

L'attente de davantage d'interactivité et de consultation directe des citoyens

- | Convaincus de la nécessité de renforcer l'écoute et la consultation des citoyens, **les Français envisagent plusieurs outils de concrétisation.**
- | Si la réunion publique apparaît comme un incontournable, la consultation directe par questionnaire est évoquée par 74% des Français qui y voient une certaine garantie de prise en compte de leur avis.
- | La mise en place de sites Internet laissant une place à l'interaction et à l'expression de chacun est également largement attendue.

Quels sont selon vous les moyens les plus efficaces pour développer l'information et l'écoute des citoyens avant les décisions sur les grands projets d'aménagements et d'infrastructures ?



Un soutien massif aux propositions destinées à améliorer la participation des citoyens à la décision publique

Voici un certain nombre de propositions, pour chacune d'elle indiquez si elle vous semble importante...

Mieux former les futurs décideurs publics à l'écoute et au dialogue avec les citoyens

ST Important



Reconnaître **aux citoyens la possibilité d'exiger le lancement d'un débat public** s'ils sont suffisamment nombreux à en faire la demande



Mettre en ligne sur Internet tous les projets de loi pour recueillir l'avis des citoyens avant qu'ils soient soumis au Parlement



Assez importante Très importante Extrêmement importante

- Toutes les propositions pour mieux prendre en compte la voix du citoyen sont plébiscitées.
- La formation des futurs décideurs à l'écoute et au dialogue apparaît à ce titre comme un prérequis indispensable pour les Français.** 33% d'entre eux la jugent en effet extrêmement importante : en donnant aux citoyens le sentiment d'être pris en considération et respectés, une partie du fossé creusé entre eux et les décideurs pourrait être comblée. Plus largement, plusieurs responsables associatifs, politiques ou syndicaux interrogés soulignent la nécessité **de développer en France une culture du débat.**
- Les Français sont également en forte demande de mesures qui leur donneraient **plus de pouvoirs d'initiative ou assureraient davantage de publicité et une plus grande transparence sur les projets en cours.**

Un soutien massif aux propositions destinées à améliorer la participation des citoyens à la décision publique

Voici un certain nombre de propositions, pour chacune d'elle indiquez si elle vous semble importante...

Développer les conférences de citoyens, qui permettent de recueillir l'avis de citoyens sur un sujet donné après leur avoir apporté la formation et l'information nécessaires

ST Important



Confier l'organisation de l'ensemble des débats publics **à une autorité indépendante** du Gouvernement et du Parlement



Reconnaître **aux députés et sénateurs la possibilité d'exiger le lancement d'un débat public** s'ils sont suffisamment nombreux à en faire la demande



Assez importante Très importante Extrêmement importante

- De même, le développement des conférences de citoyens – parce qu'elles assurent une formation préalable des participants aux enjeux abordés – est massivement soutenu.
- Le fait de confier l'organisation de l'ensemble des débats publics à une autorité indépendante est également une initiative largement approuvée : elle rencontre en effet les attentes en termes de neutralité et apporte réponse aux craintes exprimées de manipulation ou de récupération politique.